

**Ville d'ESCRENNES :**  
**Enquête publique unique pour l'extension de la plateforme FM logistic**  
**Compte-Rendu de la réunion d'informations et d'échanges du 24 septembre 2022**  

---

*(La réunion débute à 9 h 45.)*

Sont présents :

- Denis Lenoble, maire d'Escrennes.
- Michel Benoit, commissaire enquêteur.
- Bertrand Regnard de Lagny, Directeur de la plateforme FM Logistic d'Escrennes.
- Caroline Peltier, Ingénieure Environnement Industriel et Urbanisme.
- 9 personnes dans le public.

**M. BENOIT.**- Nous sommes réunis dans le cadre de l'enquête publique pour l'extension de la plateforme FM Logistic. Le Code de l'environnement prescrit une réunion publique d'information et d'échanges pour l'instauration d'une Servitude d'Utilité Publique.

Une présentation du projet expliquera pourquoi l'instauration de cette servitude.

La réunion s'organisera de la façon suivante : FM Logistic présentera le projet. À la suite de cette présentation, nous passerons à la phase d'échanges. À vos questions et/ou observations, seront apportées les réponses nécessaires.

Je vous expliquerai, à la fin de la réunion, la suite de la procédure. L'enquête publique s'achèvera le 10 octobre par une permanence organisée en mairie de 16H00 à 19H00.

Après présentation des personnes présentes à la table, les représentants de FM France exposent le projet au moyen d'une projection. L'exposé présente : FM France, le site existant et son fonctionnement. Pour l'objet de l'enquête sont présentés les futurs aménagements et dispositions pour assurer la gestions des risques. Le périmètre de la future Servitude d'Utilité Publique est présenté.

A la suite de la présentation, les échanges avec le public sont engagés.

*Q1- Concernant la toxicité, si le vent pousse les éléments toxiques vers la commune, que se passe-t-il ?*

**C. PELTIER.**- Il est prévu de réaliser des analyses du sol, de l'air et des eaux, si un accident se produit, afin de déterminer les risques sur les populations.

*Q2- Dès lors que vous connaissez les produits, vous êtes en mesure de savoir quelles toxicités seront produites.*

**C. PELTIER.**- En effet, dans une analyse, on peut chercher tout et son contraire. C'est pourquoi l'anticipation d'un accident potentiel vise à prendre en compte, selon la base des produits stockés, les substances susceptibles d'être émises lors d'un incendie et de les cibler.

*Q3- Comment la population est-elle prévenue ? Si incendie, il y a, c'est trop tard. Même si c'est peu probable apparemment, le probable existe quand même. Aussi comment les habitants sont-ils en mesure d'être informés de l'immédiateté de l'incendie venant de se produire ?*

**C. PELTIER.**- Les exercices PPI ou POI sont des sortes de répétition au cas où un tel accident devait arriver. Cela permet de mettre en évidence les bons réflexes à adopter auprès de la population.

**B. REGNARD de LAGNY.**- Si l'incendie n'était pas maîtrisé, la préfecture prendrait le relais avec nous et générerait les éventuels déplacements de populations nécessaires.

En cas d'accidents avérés, les exercices réalisés permettent de simuler les déplacements de populations et le schéma de communication à mettre en place. Ils sont réalisés avec la préfecture la DREAL, les pompiers, la gendarmerie.

**M. BENOIT.**- On rentre alors dans les procédures de sécurité gérées par les services de l'État comme partout ailleurs. Les cellules de crise se mettent en place en préfecture et les dispositions sont prises par rapport à la sécurité des habitants

*Q4.- Quelle est la taille de cette servitude ?*

**C. PELTIER.**- C'est une notion de parcelle . Le projet est de protéger l'ensemble des zones matérialisées en bleu (plan projeté repris dans le dossier d'enquête), soit près de 30 mètres.

**M. BENOIT.**- Les bâtiments de FM Logistic ne sont pas en limite séparative. Il y a déjà une distance de sécurité par rapport aux autres propriétés. L'arrêté préfectoral sera annexé au Plan Local d'Urbanisme.

*Q5.- Ce que je reproche à ce genre d'enquête, c'est qu'elle concerne un objet précis : l'extension de FM, mais se rajoutent d'autres logistiques. Ainsi le cumul n'est jamais pris en compte, c'est valable pour les poids lourds. Vous citez un "impact acceptable", mais l'acceptabilité ne prend pas en compte l'ensemble de la zone industrielle. Comment l'État prévoit-il, quand la zone industrielle est complète, l'impact sur l'air, sa pollution, ou celle de l'eau ? Comment, dans votre travail, prenez-vous en compte le reste ? Proportionnellement, considérez-vous, étant donné l'extension de la zone industrielle, que vous ne pouvez pas avoir plus de tant de camions ?*

**M. BENOIT.**- La réglementation, dans le cadre d'une enquête publique, porte sur l'objet de la demande.

Deux procédures publiques en amont, ont fait l'objet d'études d'impact sur l'ensemble du territoire :

- l'établissement du PLU qui a prévu de classer les terrains en zone d'activité.

- la création de la ZAC conduite par la Communauté de Communes du Pithiverais.

L'analyse globale est réalisée dans le cadre de ces procédures. L'enquête actuelle porte sur l'extension de FM Logistic et ses conséquences.

*Q6.- Ne serait-il pas intéressant de connaître, dans une enquête publique, la proportion de l'entreprise, par rapport à l'évaluation de la totalité ? Il serait bon que chaque entreprise puisse mesurer la proportion de son impact sur la qualité de l'air, de l'eau.*

**M. BENOIT.**- Nous sommes en valeur absolue par rapport à l'entreprise et non en relatif par rapport à l'ensemble de la zone.

La part de FM Logistic dans la pollution totale de la zone, n'est pas l'objet de l'enquête. Ce n'est pas ce sur quoi porte la réglementation.

*Q7.- L'agrandissement comprendra-t-il les mêmes produits que dans la première partie ?*

**B. REGNARD de LAGNY.**- Nous demandons les autorisations équivalentes, mais nous n'avons pas aujourd'hui de prospect clairement identifié. La volonté de FM Logistic, est de mettre les mêmes typologies de produits. Nous voudrions que ce soit l'idée pour Escrennes, mais je ne peux vous répondre précisément.

*Q8.- Je suppose, au-delà des produits en petite quantité, que vous en avez aussi en très gros containers ?*

**B. REGNARD de LAGNY.**- Aujourd'hui, nos plus grands contenants concernent des produits de fabrication de parfums. Sur l'ensemble de la plateforme, ils représentent une cellule dans laquelle nous stockerons des gros bacs plastiques ou fûts métalliques. Sur le reste de la plate-forme, les plus gros contenants liquides que nous aurons sont de grosses bouteilles de parfum ou de gels douches.

*Q9.- Située à 500 mètres du site, je risque plus que le reste d'Escrennes !*

**B. REGNARD de LAGNY.**- C'est une question de probabilité et de risque. Les normes nous obligent à des installations devant répondre en termes d'incendie et de capacité d'extinction.

Le risque 0 n'existe pas, mais l'idée est vraiment de limiter et, si un incident survenait, d'avoir la puissance suffisante pour l'éteindre rapidement. Il existe des systèmes actifs et passifs. Dans les process de

construction, des murs coupe-feu peuvent résister jusqu'à 4 heures sans intervention.

*Q10.- Je suppose qu'il y a des systèmes de surveillance la nuit?*

**B. REGNARD de LAGNY.-** Toutes les installations fonctionnent en 7j/7 et 24h/24. Les systèmes de détection se déclenchent à la chaleur, ou à la moindre fumée. Les installations sont suivies et maintenues 24h/24. Nous avons nos propres équipes et nous procédons aux vérifications périodiques obligatoires pour nous assurer du bon fonctionnement.

*Q11- Ma balade dominicale du petit chemin jusqu'à l'autoroute sera-t-elle toujours possible ?!*

**B. REGNARD de LAGNY.-** Oui.

**M. BENOIT.-** la servitude concerne d'éventuels projets de construction mais elle ne change pas les droits d'usages : promenades, agricultures...

*Q12- Vous disiez que la grande majorité de la flotte de camions passerait par l'autoroute. Y aura-t-il une augmentation du trafic sur la rue de Mareau, déjà bien saturée ?*

**B. REGNARD de LAGNY.-** Aujourd'hui, la plupart des produits que nous traitons viennent par containers et voies maritimes en majorité depuis le Havre. Pour les flux sortants, nous distribuons France entière, Europe et Monde. Pour la France entière, il peut s'agir de porteurs de 20 m3 ou de camions plus petits pour les livraisons de commandes e-commerce. Selon l'étude menée, c'est un maximum de 150 camions complémentaires par jour.

*Q13.- Il y en aura forcément quelques-uns qui éviteront l'autoroute et couperont par les routes départementales.*

**B. REGNARD de LAGNY.-** Je ne peux le quantifier mais selon l'analyse, l'extension de la plate-forme ne donnerait pas lieu à une évolution importante.

*Q14- Je n'ai peut-être pas tout compris sur les subtilités de l'État, mais concernant le nombre de camions impliqués, a-t-on une analyse de l'air actuelle et une prévision quand tout fonctionne ? Est-on en mesure de savoir si l'on dépasse une certaine norme ou non ?*

**D. LENOBLE.-** Il faut savoir si ce sont des camions équipés de pots catalytiques. Le mieux serait qu'ils ne tournent plus au gasoil, mais à l'hydrogène.

*Q15.- Cela peut être une question : FM Logistic oblige-t-il les routiers à avoir un certain type de camion ?*

**D. LENOBLE.-** Je pense que FM Logistic vise à sortir du diesel, car les camions qui effectuent les navettes sont déjà à l'hydrogène tout comme les charriots.

**B. REGNARD de LAGNY.-** C'est le cas sur Neuville, pas encore sur Escrennes. L'un des projets que nous avons avec du photovoltaïque en toiture, consiste à examiner comment convertir cette énergie électrique via électrolyseur, pour produire de l'hydrogène pour les camions. C'est un projet que conduit l'entreprise au niveau européen.

**C. PELTIER.-** La flotte de camions est majoritairement Euro 6, le meilleur standard, pour limiter la pollution de l'air. C'est un sujet que FM Logistic pousse au maximum auprès de ses prestataires de transport. Pour en venir à la qualité de l'air, comme nous n'avons pas d'activité polluante, hormis le trafic poids lourd ou véhicules légers, nous ne sommes pas réglementairement imposés par ce type de mesure. En revanche, il me semble que Lig'Air suit la qualité de l'air au niveau du département ou de la région. Il est en capacité de dire s'il y a dépassement ou concentration de tel ou tel polluant.

*Q16.- Comment demander à Lig'Air de procéder à l'analyse de l'air sur Escrennes au fur et à mesure que la zone s'agrandit ? Sur une année, j'ai lu dans le dossier, que 20 % des journées ont un air médiocre et*

2 %, un air exécrable. Il n'est pas inintéressant, vu l'ampleur de la zone industrielle et en devenir, d'avoir un état des lieux et une possibilité d'analyser l'évolution.

**D. LENOBLE.-** Je ne pense pas que la commune puisse se permettre une grosse analyse étant donné son coût.

*Q17- A propos de l'eau, vous récupérez les eaux de pluie? 99 % serviront, mais en cas de sécheresse comment avez-vous prévu de compenser ce manque d'eau ? Pomperez-vous ou utiliserez-vous l'eau potable de la commune ? N'y a-t-il pas d'impact sur l'eau ? La pression ?*

**C. PELTIER.-** Si les cuves sont vides, nous utiliserons le réseau en eau potable de la commune.

**D. LENOBLE.-** les consommations de FM Logistic ont un impact satisfaisant sur les finances et la recette permet de compenser les coûts de travaux évitant des augmentations de tarifs.

**M. BENOIT.-** Je propose d'intégrer au compte rendu les informations que me transmettra FM France. La consommation pour la logistique concerne surtout de l'eau sanitaire, lavage des sols, etc. Les consommations ne sont pas si importantes que cela. La défense incendie apporte plus de contraintes dans la conception que les consommations domestiques.

Informations transmises le 27 septembre par FM France, extraite de l'étude d'impact du dossier:

Au terme du projet, deux cuves (20 et 25m<sup>3</sup>) permettront de récupérer environ 2 014m<sup>3</sup> soit 99% des besoins en eau sanitaire non potable. Le reste des besoins 4 737m<sup>3</sup> sera assuré par le réseau d'eau public pour une moyenne quotidienne de 15,2m<sup>3</sup>.

*Q18- En cas d'accident, est-il tenu compte des interactions avec les autres plateformes ? Lors de vos exercices PPI POI prenez-vous en compte l'environnement proche ?*

**B. REGNARD de LAGNY.-** Nous avons informé toutes les entreprises environnantes de notre exercice PPI. En cas de départ, elles sont prises en compte parmi les populations à évacuer. Toutefois, le rayonnement ne doit pas toucher les entreprises avoisinantes.

**M. BENOIT.-** les marges de recul des bâtiments de FM Logistic participent à l'isolement par rapport aux sites voisins en sus de la Servitude d'Utilité Publique.

**B. REGNARD de LAGNY.-** Comme l'indiquait M. le Commissaire, nous avons notre réserve entre la fin de notre bâtiment et notre grillage. Se trouve ensuite la zone de servitude d'utilité publique.

*Q19- Y en a-t-il d'autres, dans la zone, classées Seveso ?*

**C. PELTIER.-** Nous sommes la seule entreprise.

L'ordre du jour étant épuisé, la réunion est clôturée par une information sur la suite de la procédure avec rappel de la date de clôture et de la dernière permanence en mairie. Sont également rappelées les différentes modalités de dépôt des observations prévues dans l'arrêté préfectoral.

**Fin de La réunion à 11 h.**

Le Commissaire Enquêteur



Michel BENOIT